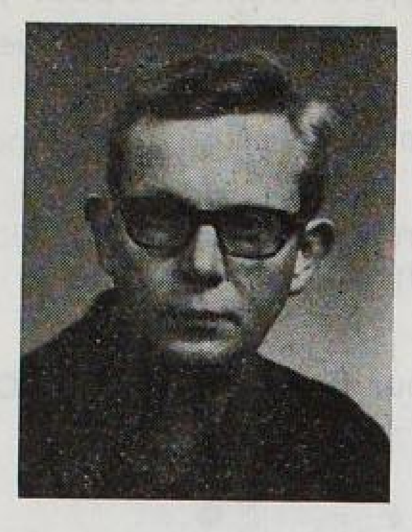
Elections Législatives - Mars 1973 - 7e Circonscription de Loire-Atlantique

Union de la Gauche Socialiste et Démocrate



Il ne suffit pas de changer les hommes en place,

il faut modifier les mœurs politiques

et pour cela changer le système

Jacques MARTINAIS
Conseiller Scientifique
au Centre National pour l'Exploitation des Océans
(Centre Océanologique de Bretagne)
Membre du Comité Directeur du
PARTI SOCIALISTE

Maurice PONDAVEN
Instituteur
Maire de Sévérac

LE RÉGIME EN PLACE S'EST TRISTEMENT FAIT REMARQUER CES DERNIERS TEMPS PAR SES **SCANDALES**, SA **CORRUPTION**, SON **MÉPRIS DE LA DÉMOCRATIE** ET SON **IMPOSSIBILITÉ A DÉFINIR UNE POLITIQUE COHÉRENTE.**

A la suite du référendum d'avril 1972, CHABAN-DELMAS a été congédié sans consultation de l'Assemblée Nationale et POMPIDOU a chargé MESSMER de constituer un gouvernement de combat pour préparer les élections. Mais les promesses, valables le temps d'une campagne électorale, dispensées par les ministres, sont appréciées à leur juste valeur par les Français. Dans son discours de Provins, MESSMER reprend à son compte les mesures sociales contenues dans le programme commun mais, évidemment, sans proposer aucun changement touchant les structures économiques. Là encore, les Français ne sont pas dupes : ils savent que :

- le droit à la **RETRAITE** à 60 ans (55 ans pour les femmes) ;
- la semaine de **40 HEURES** sans diminution de salaire ;
- l'augmentation générale des **PENSIONS** et **RETRAITES** ;
- le relèvement des **BAS SALAIRES** (plus de salaires inférieurs à 1.000 F indexés au 1er Janvier 1973) ne peuvent être réalisés par le **GOUVERNEMENT DU GRAND CAPITAL.**

Alors, quatre jours avant l'ouverture de la campagne électorale, POMPIDOU prend la parole :

« ...les élections sont un duel entre, d'un côté, l'Union de la Gauche et, de l'autre, tous les autres », proclame-t-il, « ...le Parti Socialiste s'est fait l'otage, le prisonnier du Parti Communiste... à partir du moment... où les Socialistes ont déclaré qu'ils n'accepteront d'apporter ni leur soutien, ni leur participation à un gouvernement dont ne feraient pas partie les communistes. »

Voilà le grief principal que, par la bouche de POMPIDOU, la bougeoisie fait aux Socialistes : ne pas accepter d'entrer dans une « majorité élargie » faisant la politique de la droite avec la confiance d'une partie importante des travailleurs ! Voilà le grand thème de la campagne lancée : tenter de briser l'Union entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste pour permettre toutes les manœuvres si les circonstances et les intérêts des puissances d'argent l'exigent. Mais, là encore, la tentative de POMPIDOU est vaine : le Parti Socialiste a répondu par avance à cette prétention.

Quinze ans suffisent : les Français ne veulent plus de ce régime...

EN FINIR VITE AVEC LUI, BALAYER LA MAJORITÉ ACTUELLE, ÉVITERA A NOTRE PAYS UNE NOUVELLE VAGUE DE MESURES RÉACTIONNAIRES ET ANTIDÉMOCRATIQUES.

Pour se maintenir au pouvoir, LE GRAND CAPITAL A ET AURA DE PLUS EN PLUS BESOIN :

- D'ACCROITRE SANS LIMITE L'EXPLOITATION DES PLUS FAIBLES ;
- DE RÉDUIRE LES DROITS, GARANTIES, CONQUÊTES ÉCONOMIQUES, SYNDICALES, DÉMOCRATIQUES DE LA CLASSE OUVRIÈRE, DES MASSES EXPLOITÉES, DE LA JEUNESSE ;
- DE DÉTRUIRE L'ENSEIGNEMENT, LA CULTURE, LA LIBERTÉ D'INFORMATION ;
- D'ACCROITRE LE GASPILLAGE DES DÉPENSES MILITAIRES ;
- D'INSTITUER « L'ORDRE » POLICIER.

Il faut en finir avec un régime dans lequel :

- le **CHOMAGE** et particulièrement celui des jeunes, est une condition du « bon » fonctionnement de l'économie ;
- la « liberté » des capitalistes d'investir là où ils feront les plus grands profits a pour conséquence inéluctable le **SOUS-EQUIPEMENT, et la SOUS-INDUSTRIALISATION** des régions les moins développées comme l'**OUEST** ;
- l'**INÉGALITÉ DES REVENUS** est scandaleuse (le revenu déclaré de certains P.D.G. atteint 400 fois le revenu des personnes âgées touchant l'allocation minimale) ;
- l'**ENSEIGNEMENT** est progressivement démantelé, l'enseignement technique privatisé, l'égalité des chances pour tous est de moins en moins assurée ;
- l'**AGRICULTURE**, le **COMMERCE**, l'**ARTISANAT** sont soumis à la puissance des banques, des gros propriétaires agrariens, des chaînes de grands magasins, des grandes sociétés, et écrasés par une fiscalité injuste ;
- les **LOISIRS**, la **SANTÉ** ne sont que source de **PROFITS** pour quelques-uns ;
- l'**URBANISME**, l'**AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE** sont des terrains d'élection pour la **SPÉCULATION FONCIÈRE**, les passe-droits, les interventions politiques et les trafics d'influence ;
- la **POLLUTION**, la **DESTRUCTION DE LA NATURE** s'accélèrent.

Le programme commun ouvre la voie. Il faut :

- **JUGULER** l'inflation galopante, la crise économique latente, les « plans de stabilisation » qui ne pèsent que sur les faibles revenus ;
- **ORGANISER** la croissance économique en fonction des besoins individuels et collectifs des hommes et non sur le seul critère du profit ;
- **SOUMETTRE** notre appareil de production aux impératifs de la planification démocratique.

ELECTRICES, ELECTEURS DE LA 7e CIRCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE

Notre député actuel incarne ce régime. Il est ministre. Son avis compte auprès de ceux qui nous dirigent. Ses déclarations sont enregistrées et diffusées par la presse nationale, la radio, la télévision.

VOUS AVEZ DONC UNE **LOURDE RESPONSABILITÉ** CAR LA RÉPERCUSSION DE VOTRE VOTE DU 4 MARS SERA PLUS GRANDE QUE LA OU IL S'AGIT D'ÉLIMINER UN DÉPUTÉ U.D.R. DE TROISIÈME ZONE.

Il ne s'agit pas de porter un jugement sur la personne de notre député-ministre. Il semble bien qu'il n'ait pas trempé dans les scandales qui ont défrayé la chronique : La Villette, la Garantie Foncière de Rives-Henrys ou le proxénétisme de Lyon par exemple — mais sur sa **POLITIQUE** et sur le **RÉGIME** dont il est le serviteur.

Le bilan du passage d'Olivier GUICHARD au ministère de l'Education Nationale est significatif. Nous pouvons le faire objectivement à partir du premier rapport d'exécution du VIe Plan dans le domaine de l'Education, document officiel que le gouvernement ne peut réfuter. Ne retenons ici que la conclusion tirée à partir de ce texte par la Fédération de l'Education Nationale :

... « A chaque pas de ce bilan ressort l'impression que **RIEN DE VALABLE** ne peut être accompli sans que soit substitué aux systèmes cloisonnés et sélectifs qui subsistent, un véritable système d'orientation continue. Mais cela supposerait une volonté cohérente et un plan d'ensemble que l'on cherche en vain dans le catalogue des mesures fragmentaires prises depuis 2 ans.

...Le rapport d'exécution du Plan ne conduit pas seulement à mettre en cause l'insuffisance des moyens budgétaires affectés à ce secteur. Il pose le problème de la compatibilité même de la politique réelle de l'éducation avec les grandes options **pourtant choisies par le Plan ».**

Et ce plan, que le Ministre ne respecte même pas, n'avait pourtant pas placé l'éducation parmi les secteurs prioritaires

Voilà qui résume bien la politique du pouvoir en place, dans un secteur particulier mais combien important pour l'avenir de la nation et l'insertion dans la société de tous les enfants ou adolescents qui, actuellement, font des études : on commence par faire un mauvais Plan, puis une politique concrète encore plus désastreuse !

Voilà ce que vous aurez à juger le 4 Mars.

A La Baule, le Maire GUICHARD applique les mêmes principes : absence de réflexion d'ensemble, non consultation de la population pour les grandes décisions, projets peu sérieux mais publicitaires.

Le Tourisme ? Lisez dans « Jours de France » (29-8-72) comment Monsieur GUICHARD conçoit le tourisme à La Baule : un tourisme pour milliardaires qui ne fera vivre que quelques grands hôtels et quelques établissements de grand luxe !

Jugez la méthode, qui consiste, pour étudier le problème des marais salants, à faire un tour en hélicoptère avec l'ami POUJADE et le P.D.G. des Salins du Midi, au lieu de financer des études techniques et scientifiques à de bons laboratoires — il y a en France, mais ce n'est pas de la faute du ministre qui dispense avec parcimonie les crédits à la Recherche Scientifique civile —.

Quant à la construction de la nouvelle mairie, là encore, il s'agit d'un projet publicitaire et démesuré (de 800 à 1.000 millions d'anciens francs) sur lequel la population n'a jamais été consultée.

Electrices, Electeurs DE LA 7e CIRCCONSCRIPTION DE LOIRE-ATLANTIQUE, VOUS AVEZ LE 4 MARS, EN REFUSANT VOTRE VOIX A L'**U.D.R.-U.R.P.** EN VOTANT POUR UN CANDIDAT QUI PROPOSE DES CHANGEMENTS EN PROFONDEUR, LA POSSIBILITÉ :

- **d'arrêter cette gabegie,**
- **de jeter les bases d'un autre système social,**
- **de changer la vie.**

Vu le candidat : J. MARTINAIS

Imprim'Ouest - Saint-Nazaire